

INSURRECTION Les initiatives diplomatiques se multiplient devant les dangers que recèle, pour l'ensemble des Balkans, l'insurrection qui a éclaté dans le sud de l'Albanie.

Plusieurs missions internationales doivent se rendre à Tirana pour tenter d'amener le président Sali Berisha à ouvrir un dialogue politique et l'opposition à l'accepter. Toutefois, le

gouvernement albanais a refusé, mercredi 5 mars, de recevoir une mission de l'OSCE qui avait le soutien des Etats-Unis. ● WASHINGTON a publiquement désavoué M. Berisha

en estimant que sa réélection, lundi, par le Parlement, avait été « prématurée ». Le chef de l'Etat albanais paraît avoir opté exclusivement, pour l'instant, pour la méthode militaire.

● LE SUD du pays reste fermé à la presse. D'après les informations qui en arrivent néanmoins, une partie des forces armées aurait déserté et les insurgés n'entendent pas plier.

Les Occidentaux redoutent un scénario-catastrophe en Albanie

Un consensus se dessine entre les capitales européennes pour tenter d'amener le président Sali Berisha à ouvrir un dialogue politique. Un certain scepticisme règne cependant sur la possibilité de désamorcer un conflit qui menace à nouveau d'ébranler les Balkans

ALERTE chez les Occidentaux : la situation en Albanie est jugée « très grave ». Une fois de plus, les diplomates se mobilisent, tardivement, pour tenter d'éviter qu'un incendie ravageur se propage dans l'Europe des Balkans. Toute la question est de savoir si une solution politique — quand bien même elle serait acceptée par le président Berisha, ce qui n'est pour l'instant pas le cas — est encore susceptible d'éteindre le foyer ou si l'on n'en est déjà plus là.

Le scénario catastrophe, que les événements de ces derniers jours dans le sud du pays rendent désormais plausible, est le suivant : l'Albanie s'enfoncerait dans une situation sur laquelle plus personne n'a de prise, une anarchie sanglante à la somalienne, ou bien la partie des forces armées fidèle au président Berisha parvient à mater la rébellion, mais au prix d'une répression sauvage. Dans un cas comme dans l'autre, deux Etats membres de l'Union européenne, la Grèce et l'Italie, auraient à faire face à un afflux massif de réfugiés cherchant à échapper au bain de sang.

A cette perspective s'ajoute, pour Athènes, le problème de la minorité grecque (300 000 personnes selon la Grèce, 55 000 selon Tirana), qui vit dans le sud de l'Albanie où elle n'a pas toujours été très bien traitée. Les inquiétudes que l'on peut légitimement nourrir quant au sort de cette minorité serviront en outre d'argument aux irréductibles grecs, nostalgiques de ce qu'ils appellent « l'empire du Nord ». Autre dimension possible enfin du scénario-



catastrophe : le réveil incontrôlable de la « question albanaise » dans les Balkans, c'est-à-dire des aspirations nationalistes d'un peuple aujourd'hui dispersé entre trois Etats : l'Albanie, mais aussi la Macédoine (république ex-yougoslave dont un tiers de la population environ est d'origine albanaise) et le Kosovo (région sous la tutelle autoproclamée de Belgrade, où les Albanais représentent 90 % de la population).

Trois dirigeants avaient permis que cette question albanaise ne vienne pas s'ajouter aux guerres yougoslaves. Sali Berisha en était, et c'est précisément parce qu'il

jouait ce rôle, évitant d'attiser les fièvres nationalistes des Albanais de l'extérieur, qu'il aura été trop longtemps choyé par les Occidentaux. La dérive autoritaire et répressive de son régime risque d'avoir pour effet d'affaiblir Ibrahim Rugova au Kosovo et Kiro Gligorov en Macédoine qui, chacun à sa manière, avaient su tant bien que mal contenir chez eux les courants de révolte indépendantistes. Que le feu prenne au Kosovo et les Serbes repartent en guerre, la Macédoine explose, des Turcs, des Grecs, des Bulgares sont tentés de s'en mêler.

CONSTAT D'IMPUISSEANCE

Tel est le paysage. On comprend, sans même aller jusqu'au bout de ce scénario, qu'une certaine fébrilité ait saisi les chancelleries depuis quelques jours. On se consulte, on se téléphone entre capitales occidentales, on convoque des réunions à quinze, on active l'OSCE, le Conseil de l'Europe... On ne sait en réalité pas quoi faire, sinon croiser les doigts pour que l'insurrection reste circonscrite au sud du pays et tenter d'amener Sali Berisha à la raison avant que le nord ne bascule à son tour.

Un consensus se dessine entre Occidentaux pour exiger du président albanais qu'il ouvre un vrai dialogue avec l'opposition, voire qu'il consente à convoquer de nouvelles élections. Mais M. Berisha, pour l'instant, ne veut pas entendre. Lundi, après avoir décrété l'état d'urgence, il se faisait réélire

pour un second mandat à la présidence par un Parlement issu des élections truquées de mai 1996. Et, s'il prend soin depuis de tenir des propos apaisants à tel ou tel qui tente avec lui un contact direct, il ne paraît rien envisager d'autre qu'une solution militaire et la partie sud du pays se ferme aux regards extérieurs.

Le refus opposé mercredi à la ve-

lien des affaires étrangères, Lamberto Dini : « Il faut être clair, a-t-il dit. Tant qu'il n'y a pas un minimum de gouvernement crédible avec lequel dialoguer, l'UE et les Etats-Unis peuvent faire peu de chose. Il faut ajouter que la faute n'en revient pas seulement au président Sali Berisha, mais aussi à l'opposition qui n'a encore donné aucun signe de disponibilité. »

De multiples initiatives diplomatiques

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avait annoncé, mardi 4 mars au soir, l'envoi à Tirana d'une mission dirigée par l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky, mais le gouvernement albanais en a demandé le report. « Ce n'est pas le moment et il faut d'abord rétablir l'ordre », a déclaré M. Shehu, ministre des affaires étrangères et président du Parti démocratique (PDA, au pouvoir).

L'Union européenne a prévu, pour sa part, d'envoyer le chef de la diplomatie néerlandaise, Hans van Mierlo, dont le pays exerce la présidence tournante de l'Union, afin d'« exprimer la préoccupation » des Quinze et d'appeler à « une restauration rapide et possible de la stabilité politique et économique ». Les directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des pays européens devaient se réunir ce jeudi à Bruxelles. Le Conseil de l'Europe a décidé pour sa part de dépêcher une délégation parlementaire en Albanie, en principe jeudi et vendredi.

nue d'une mission de l'OSCE est, lui aussi, de mauvais augure. Le but était d'essayer de désamorcer la rébellion en obtenant de M. Berisha des promesses de démocratisation et de le détourner de l'option militaire. Tirana a fait savoir que l'OSCE serait bienvenue, mais plus tard, « quand l'ordre aura été rétabli ». Quant à l'opposition, elle déçoit, si l'on en croit le ministre ita-

lien des affaires étrangères, Lamberto Dini : « Le problème, dit un diplomate français, c'est qu'on manque de lever sur un pays qui semble partir à la dérive, avec d'un côté un chef d'Etat qui s'isole progressivement et choisit le durcissement et, de l'autre côté, on ne sait pas qui. Qui est représentatif de qui ? On est plus que sceptique à Paris sur les chances d'une solution politique ; quant à l'éventualité ultérieure d'une intervention mili-

taire, elle n'est pas même envisagée : « Qui faudrait-il séparer de qui ? » Le blocus, ajoute-t-il, les Albanais connaissent, ils ont appris à vivre avec le monde entier contre eux. Les promesses, ils ne les reçoivent plus, on leur en a trop fait. On ne saurait dresser pire constat d'impuissance.

Sali Berisha a été l'homme de tous les Occidentaux, parce qu'intellectuel, anticommuniste, francophone, artisan d'un éphémère miracle albanais, et surtout élément modérateur alors que la Yougoslavie s'embrasait. Les Américains, il est vrai, ont pris leurs distances plus tôt, après avoir énormément misé sur l'Albanie de Berisha, au point d'avoir imaginé un temps en faire une espèce de point d'appui stratégique dans les Balkans. A partir de 1995, ils ont multiplié les avertissements à Tirana, puis publiquement dénoncé la corruption, les atteintes aux libertés, les fraudes lors des élections de mai 1996 ; ils ont été les premiers, lorsque la crise liée à l'effondrement des sociétés d'épargne a commencé, à réclamer une table ronde avec l'opposition et une démocratisation des institutions. Le scrutin truqué de 1996 avait aussi refroidi certains pays européens, mais pas tous. Une partie de l'Europe était restée jusque très récemment fidèle à M. Berisha. A quelques nuances près, ces divergences ne semblent plus guère d'actualité devant l'ampleur du désastre possible.

Clair Tréon

Les insurgés restent déterminés dans le Sud face à une armée incertaine

TIRANA
de notre envoyé spécial
Les forces gouvernementales albanaises ont lancé, mercredi 5 mars, une offensive dans l'extrême sud du pays, près de la ville de Saranda. On ignore son ampleur exacte et son résultat. De brèves informations ont

REPORTAGE

Le couvre-feu a été allégé dans le Nord. Dans le Sud, la population clame sa volonté de ne pas plier

transmises par des chaînes de télévision grecques, qui affirment que des civils en armes ont stoppé l'avancée d'un convoi militaire près du village de Delvina. Les soldats gouvernementaux auraient abandonné un tank avant de faire demi-tour. Des témoins ont affirmé, par ailleurs, avoir vu des avions de combat Mig-15 larguer des bombes à proximité du village, sans faire de victime. Les rebelles ont ensuite utilisé des mitrailleuses contre les appareils survolant le port de Saranda.

A Tirana, le gouvernement albanais ne veut ni confirmer ni démentir le déclenchement d'opérations militaires dans le sud du pays. Le ministère de la défense a simplement démenti l'utilisation d'avions de combat contre la population civile. Il était difficile, mercredi soir, d'avoir une idée précise de la situation, puisque la zone rebelle a été interdite aux journalistes et que les lignes de téléphone sont coupées depuis l'instauration de l'état d'urgence. Les rares reporters présents près de Saranda ont traversé la frontière de la Grèce, bénéficiant apparemment de la complicité de la forte minorité grecque vivant dans cette région, fortement hostile au pouvoir du président Sali Berisha.

Parallèlement à cette offensive, le gouvernement a souhaité mercredi donner des signes d'apaisement. Le ministre des affaires étrangères, Tritan Shehu, a annoncé qu'un convoi d'aide humanitaire avait été envoyé à Vlorë par la Croix-Rouge albanaise et que vingt-cinq émissaires gouvernementaux s'étaient rendus dans la ville de Tepelene, afin de négocier avec la population. Et à Tirana et dans les provinces du Nord, le couvre-feu a été allégé. « Le gou-

vernement veut rétablir le calme en faisant le moins de victimes et de destructions possible », a déclaré M. Shehu, n'excluant pas qu'une mission de médiation se rende à Vlorë.

Dans cette ville, où des sources médicales annonçaient jeudi que sept personnes avaient été tuées par balles depuis la veille, les habitants armés seraient positionnés dans les collines et sur les toits, et à Saranda, la population a clamé à la télévision grecque sa volonté de ne pas plier. Elle a érigé des barrières autour de la ville, après avoir achevé de piller les dépôts d'armes de la région.

« Les opérations militaires ont commencé », a déclaré le chef de l'Alliance démocratique (opposition), Neritan Ceka. Les troupes se concentrent autour des villes rebelles. Si l'armée attaque vraiment, ce sera la spirale de la violence, car le gouvernement n'a aucun soutien populaire. Sali Berisha sait que l'armée ne tirera pas sur le peuple et il recrute des civils et des mercenaires. Il est en train d'entraîner le pays dans la guerre.

De plus en plus de civils en armes ont effectivement été vus sur la route du Sud. A

Tirana, on raconte que de fidèles partisans du Parti démocratique au pouvoir recevraient des kalachnikov dans certains commissariats de police en échange d'une pièce d'identité. « Les chiens sont lâchés », dit un journaliste albanais en évoquant les partisans de M. Berisha. La police secrète (SHIK) a pris le commandement des opérations et ne rend compte de ses activités qu'à la présidence de la République.

CASERNES OUVERTES

Le problème est l'évaluation des forces insurgées. Elles seraient le plus souvent constituées de bandes désorganisées et de simples citoyens en colère, sans commandement unifié. Il apparaît peu vraisemblable, en dépit des accusations du gouvernement, que les partis d'opposition contrôlent la situation dans le sud du pays. « Il y a des bandits qui profitent de la situation anarchique, pense M. Ceka. Mais il y a surtout une réelle cohésion entre les bandits et la population, qui combat pour sa survie et cherche à détruire le système politique albanais. » A Saranda, la principale revendication des émeutiers est la démission de Sali Berisha.

Seuls quelques officiers déserteurs des forces armées chercheraient à coordonner les actions des émeutiers. L'armée albanaise a prouvé, depuis l'éclatement de la crise, qu'elle n'était pas prête à affronter les protestataires. Les soldats ont ouvert les casernes sans combattre et ont parfois rejoint les rangs des insurgés. Les autres ont jeté leurs uniformes et tentent de rentrer chez eux. « Les soldats soutiennent plutôt les manifestants que le pouvoir, estime Ben Blushi, le rédacteur en chef du quotidien d'opposition Koha Jone. Non seulement ils ont peur, mais ils estiment que la cause n'est pas juste. »

La violence des émeutiers, qui n'ont pas hésité à abattre froidement des policiers, a sans doute persuadé des soldats d'éviter d'aller combattre. De plus, eux-mêmes et leurs familles n'ont pas été épargnés par les failles des sociétés financières frauduleuses, qui ont ruiné la moitié de la population du pays. L'enthousiasme n'est donc pas dans le camp du pouvoir, tandis que les insurgés démontrent jour après jour qu'ils restent déterminés à ne pas céder.

Rémy Ourdan

Georges Papandréou, ministre grec des affaires européennes

« Eviter que la crise ne fasse tache d'huile dans la région »

« La crise albanaise a-t-elle surpris la Grèce ? »

— Non. Il y a plus d'un mois, nous avions déjà prévenu nos partenaires européens qu'il fallait agir pour éviter justement que la situation politique en Albanie ne dégénère totalement. L'Italie et la Grèce ont mis au point une initiative mais certains de nos partenaires ont exprimé des réserves.

— Alors que faut-il faire à présent ?

— Il faut convaincre le président albanais, Sali Berisha, d'entamer un dialogue avec toutes les forces politiques d'Albanie, afin de surmonter la polarisation actuelle, et l'exclusion qui existent dans les milieux politiques de ce pays. Ce dialogue devrait déboucher sur la formation d'un gouvernement — d'union nationale, de réconciliation ou de technocrates, peu importe — sur la base d'un accord commun. Ce serait un premier pas vers le rétablissement du processus démocratique et il

serait bon que cela conduise à de nouvelles élections. Parallèlement, il faudrait obtenir la levée de l'état d'urgence. Nous réduisons le recours à la violence pour résoudre la crise.

— Pour sa part, l'Union européenne doit affirmer qu'elle est prête à soutenir des réformes et l'économie de l'Albanie, mais à certaines conditions : que la démocratisation suive son cours, bien entendu. Nous Grecs, nous souhaitons que cette crise soit contenue dans les frontières de l'Albanie et qu'elle ne fasse tache d'huile : dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Bulgarie ou au Kosovo. Nous avons également demandé à M. Berisha de veiller à ce que la minorité grecque du sud de l'Albanie ne soit pas impliquée dans ce conflit, qui ne la concerne absolument pas. En temps de crise, les minorités deviennent trop souvent des boucs émissaires.

— A votre avis, le risque de contagion régionale est réel ?

— Oui et nous avons demandé la convocation du « groupe de Royaumont », créé en 1994 et auquel participent les Quinze, les pays balkaniques, les Etats-Unis et la Russie. L'Europe doit lancer un double message fort : souligner d'une part qu'elle est prête à soutenir les Balkans, politiquement et financièrement, et exiger d'autre part de ces pays un effort en matière de respect des droits de l'homme, d'institutions démocratiques et de respect des frontières.

— Les Occidentaux ont-ils surestimé le président Berisha ?

— Difficile à dire. Nous avons besoin d'une part de stabilité en Albanie et d'autre part d'une démocratisation profonde du pays. On ne peut pas avoir des dirigeants idéaux, nous devons parler avec ceux qui sont en place et leur dire que la démocratisation politique est le seul

permanent de l'Union européenne et de la communauté internationale.

— La crise a démarré sur une colère de petits égarés dans la suite de la faillite des banques pyramidales. On a l'impression aujourd'hui d'une anarchie totale, d'un pays livré à des bandes de pillards ?

— Il y a sans doute un élément mafieux mais il ne faut pas oublier l'arrière-fond politico-économique. Le manque d'institutions démocratiques, le manque de transparence dans les décisions, l'absence d'un rapport normal entre l'Etat et le citoyen, l'absence d'une économie saine ont engendré une corruption assez grande et favorisé le développement débridé de groupes anarchiques, de clans spontanés qui sévissent aujourd'hui. Et tout a déraillé.

Propos recueillis par Alain Debove

17^e Salon du Livre
12-16 Mars 97
Paris Expo - Porte de Versailles

1 entrée, 6 salons

Jeunesse Grand Public : du 12 au 16 mars de 10h à 19h
Noces : du 13 mars de 10h à 23h
Jeunesse professionnelle : du 12 au 16 mars de 9h30 à 18h30
Entrée gratuite pour les libraires, bibliothécaires et enseignants

13ème Salon du Livre
14ème Salon du Livre
15ème Salon du Livre
16ème Salon du Livre
17ème Salon du Livre

32 pages de programme gratuit
Les éditions, les auteurs, les catalogues des libraires

13ème Salon du Livre
14ème Salon du Livre
15ème Salon du Livre
16ème Salon du Livre
17ème Salon du Livre

REZ-DE-CHAUSSÉE : Informations, ateliers, conférences, débats, spectacles, animations, ateliers de lecture, ateliers de écriture, ateliers de dessin, ateliers de musique, ateliers de danse, ateliers de théâtre, ateliers de cinéma, ateliers de photographie, ateliers de sculpture, ateliers de poterie, ateliers de couture, ateliers de tricot, ateliers de broderie, ateliers de tatouage, ateliers de piercing, ateliers de maquillage, ateliers de coiffure, ateliers de beauté, ateliers de bien-être, ateliers de sport, ateliers de yoga, ateliers de méditation, ateliers de relaxation, ateliers de massage, ateliers de sophrologie, ateliers de hypnose, ateliers de acupuncture, ateliers de chiropractie, ateliers de ostéopathie, ateliers de naturopathie, ateliers de phytothérapie, ateliers d'aromathérapie, ateliers de massage énergétique, ateliers de reiki, ateliers de shiatsu, ateliers de tai-chi, ateliers de qigong, ateliers de yoga, ateliers de méditation, ateliers de relaxation, ateliers de massage, ateliers de sophrologie, ateliers de hypnose, ateliers de acupuncture, ateliers de chiropractie, ateliers de ostéopathie, ateliers de naturopathie, ateliers de phytothérapie, ateliers d'aromathérapie, ateliers de massage énergétique, ateliers de reiki, ateliers de shiatsu, ateliers de tai-chi, ateliers de qigong.

13ème Salon du Livre
14ème Salon du Livre
15ème Salon du Livre
16ème Salon du Livre
17ème Salon du Livre

REZ-DE-CHAUSSÉE : Informations, ateliers, conférences, débats, spectacles, animations, ateliers de lecture, ateliers de écriture, ateliers de dessin, ateliers de musique, ateliers de danse, ateliers de théâtre, ateliers de cinéma, ateliers de photographie, ateliers de sculpture, ateliers de poterie, ateliers de couture, ateliers de tricot, ateliers de broderie, ateliers de tatouage, ateliers de piercing, ateliers de maquillage, ateliers de coiffure, ateliers de beauté, ateliers de bien-être, ateliers de sport, ateliers de yoga, ateliers de méditation, ateliers de relaxation, ateliers de massage, ateliers de sophrologie, ateliers de hypnose, ateliers de acupuncture, ateliers de chiropractie, ateliers de ostéopathie, ateliers de naturopathie, ateliers de phytothérapie, ateliers d'aromathérapie, ateliers de massage énergétique, ateliers de reiki, ateliers de shiatsu, ateliers de tai-chi, ateliers de qigong.